

Poursuite des tractations sur un cessez-le-feu durable au Burundi

PANA, 03/06/2008 BACANAMWO Bujumbura, Burundi - Les travaux du mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord global de cessez-le-feu liant le pouvoir central burundais et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) se poursuivaient mardi, a constaté la PANA sur place à Bujumbura. Les travaux se déroulent dans une "ambiance bon enfant" et ont débouché sur du "concret", a fait savoir mardi à la PANA, le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au MCVS, Anatole Bacanamwo. Cette bonne ambiance de travail a été également confirmée mardi par le chef de la délégation gouvernementale au sein du MCVS, le général de brigade, Lazare Nduwayo.

Le mécanisme conjoint s'est d'abord illustré par la conclusion d'un accord de cessation immédiate des hostilités qui avaient repris violemment et massivement en avril dernier dans certains coins du pays, faisant au moins 120 morts et poussant au déplacement forcé des dizaines de milliers de villageois. Le cessez-le-feu "immédiat" tient toujours bon et aucun coup de feu imputable aux anciennes parties belligères n'a été tiré ces derniers jours d'accalmie sur l'ensemble du territoire national et au grand soulagement d'une population qui réapprend petit à petit à vivre en paix après plus de 14 ans de guerre civile. Un directeur politique, chargé d'assister la médiation sud africaine, n'a pas non plus cherché à promouvoir pour avoir œuvré avec succès au récent retour à Bujumbura du patron du PALIPEHUTU-FNL, Agathon Rwasa, après plus de vingt ans de maquis. Le directeur politique est composé de représentants de l'Union africaine (UA), des Nations unies, de l'Union européenne (UE), ainsi que ceux de l'Ouganda et la Tanzanie, deux pays qui assurent la présidence de l'initiative régionale de paix pour le Burundi. Les deux structures travaillent toujours en parallèle sur les questions militaires et politiques qui restent à vider avant de sceller une paix des braves entre frères de sang burundais. S'agissant des questions militaires, trois équipes mixtes de liaison (EML) sont à pied d'œuvre et s'acquitteraient correctement de leurs tâches respectives. L'une des EML travaille au rassemblement et ravitaillement en vivres des combattants rebelles, a fait savoir le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL au MCVS. Le ravitaillement a commencé par la province de Bujumbura rural, frontalière de la capitale burundaise, et celles de Bubanza, Cibitoke et Kayanza, plus au nord-ouest du pays, où sont déjà rassemblés des milliers de combattants rebelles, d'après la même source. Quelque 3.000 combattants rebelles ont commencé à recevoir depuis quelque temps les vivres et médicaments subventionnés par l'Union européenne. Les effectifs directement mobilisables et qui auraient besoin d'être nourris seraient cependant, compris entre 15 et 20.000 hommes, à en croire les responsables rebelles. L'UE a prévu des rations de deux semaines et les craintes sont grandes dans l'opinion à l'idée de savoir que les rebelles pourraient reprendre des actes de pillage de biens parmi la population à l'expiration des délais de ravitaillement assisté. La dérogation spéciale serait d'ailleurs pas envisageable pour l'Union européenne qui s'interdit normalement d'assister des personnes en armes, dit-on dans les milieux diplomatiques à Bujumbura. Concernant toujours le travail des EML, la seconde équipe mixte de liaison a été mise en place pour s'occuper de l'identification de tous les prisonniers politiques et de guerre du PALIPEHUTU-FNL à élargir, d'après toujours M. Bacanamwo. La dernière équipe mixte de liaison est chargée de recevoir toutes les allégations de violation du cessez-le-feu sur le terrain et de leur trouver des solutions immédiates, a-t-il poursuivi. Les choses avancent globalement dans la bonne direction au niveau technique et présentent quelque peu sur le plan politique, a toutefois regretté M. Bacanamwo. La partie gouvernementale a déjà exprimé de sérieuses réserves à l'égard officiel du PALIPEHUTU-FNL en tant que parti politique portant une telle appellation à consonance ethnique. Le pouvoir de Bujumbura fonde ses réserves sur la constitution en vigueur dans le pays qui n'autorise pas l'existence légale de partis politiques se réclamant d'une "ethnie, d'une religion ou encore d'une région" quelconque. Ce principal point de divergence va donner du grain à moudre au directeur et à la médiation qui doivent encore plancher, à la satisfaction des parties belligères, sur l'avenir politique du mouvement rebelle et des ses dirigeants une fois que les armes se seront complètement tues. Le président du PALIPEHUTU-FNL a déjà fait savoir publiquement que c'était à la jeune constitution post-conflit de 2005 à s'adapter aux nouvelles réalités politiques nationales et non au mouvement rebelle, vieux de plus de vingt ans, de se renier.